



Le décret digue

ou l'application de la GEMAPI
aux ouvrages hydrauliques



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS
PICARDIE

L'impact du décret digue pour les collectivités

1. Les grands changements réglementaires

- Plus de classement d'office des digues par l'Etat. Le classement est laissé à l'initiative directe de la collectivité compétente (GEMAPI)
- Plus de classement en digue, mais en système d'endiguement
 - ➔ ensemble de digues formant une protection, cohérente et complète hydrauliquement, contre les inondations. Peut également comprendre d'autres ouvrages (barrages, ZEC, etc.) ou dispositifs de régulation des écoulements hydrauliques
- Notion nouvelle d'aménagement hydraulique (intégré ou non à un système d'endiguement)
- 3 niveaux de classement (disparition de la classe D) :
 - C : entre 30 et 3000 personnes protégées
 - B : entre 3000 et 30 000
 - A : plus de 30 000 personnes protégées
- Les arrêtés préfectoraux en vigueur selon l'ancienne réglementation restent valables jusqu'au 1^{er} janvier 2021 (classe A et B) et jusqu'au 1^{er} janvier 2023 (classe C)
 - ➔ les gestionnaires et/propriétaires actuels demeurent responsables jusqu'à la prise d'un nouvel arrêté

L'impact du décret digue pour les collectivités

2. Bénéfice de l'antériorité pour la déclaration des systèmes d'endiguement :

- La collectivité GEMAPI peut bénéficier de l'antériorité de classement des ouvrages de son territoire si elle dépose une demande d'autorisation de son (ou ses) système(s) d'endiguement avant le 31 décembre 2019 (classe A et B) et le 31 décembre 2021 (classe C)
- Au-delà de ces dates, les systèmes d'endiguement seront considérés comme « nouveaux »
 - Conséquences sur le contenu du dossier d'autorisation (Service de Police de l'Eau des DDTM – SPE)
- Les digues n'ayant pas fait l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation au sein d'un système d'endiguement sortent de la réglementation ouvrages hydrauliques, à compter du 1^{er} janvier 2021 (classe A et B) et du 1^{er} janvier 2023 (classe C)

L'impact du décret digue pour les collectivités

3. Le dossier d'autorisation

- Aspect Loi sur l'eau (SPE)
- Aspect Sécurité des ouvrages hydrauliques (Service de Contrôle de la Sécurité des Ouvrages Hydrauliques – SCSOH) : l'étude de dangers du système d'endiguement
 - EDD existante sur les ouvrages constituant le système d'endiguement : pas de nécessité de refaire une nouvelle EDD mais mise à jour de l'EDD existante vis-à-vis des nouvelles exigences (arrêté EDD système d'endiguement – cf. diapo outil (2)).
 - Ouvrages nouveaux, ou pas d'EDD existante : EDD complète du système d'endiguement à faire, conformément à la nouvelle réglementation

L'impact du décret digue pour les collectivités

4. Outils existants (1)

- Modes d'emploi des systèmes d'endiguement :
 - Une 1ère partie sur les généralités des systèmes d'endiguement dans le cadre de la GEMAPI
 - Une 2ème partie plus précise sur les autorisations administratives, la conception des systèmes, l'étude de dangers, etc.

L'impact du décret digue pour les collectivités

4. Outils existants (2)

- Texte réglementaire : arrêté étude de dangers « système d'endiguement et aménagements hydrauliques » :
 - Projet d'arrêté mis en consultation des collectivités en mai 2016 (objectif de publication pour fin 2016)
 - Une EDD sur un système complet de protection, incluant tous les constituants (tronçons de digue mais pas que...)
 - Importance de l'organisation mise en place pour la gestion du système
 - Une EDD spécifique mais simplifiée pour les aménagements hydrauliques, sauf s'ils sont intégrés à un système d'endiguement

FAQ (1)

- Comment définir un système d'endiguement ?

*Définir quelle politique de gestion du risque inondation la collectivité souhaite mettre en place
Identifier les risques d'inondation sur son territoire et les zones à protéger
Identifier les ouvrages déjà existants pour protéger ces zones*

- Qu'est-ce que la zone protégée ?

La zone protégée (ZP) est la superficie que la collectivité souhaite protéger contre le risque d'inondation. C'est à partir de la zone protégée que la collectivité définit son système d'endiguement : les ouvrages nécessaires pour protéger la zone et le niveau de protection du système sont établis en fonction de la population protégée, qui correspond à la population maximale exprimée en nombre d'habitants qui résident et travaillent dans la zone protégée, en incluant notamment les populations saisonnières. L'EDD du système d'endiguement doit permettre de justifier la définition de la ZP.

- Zone protégée VS zone inondée

La zone protégée ne correspond pas forcément à la zone inondée. En effet, la zone inondée peut être plus grande que la zone où sont situés la population et les enjeux, qui est la zone protégée.

- Système d'endiguement et origine de l'aléa

Un même système d'endiguement peut être concerné par deux aléas différents (aléa d'origine marine et aléa d'origine fluvial par exemple)

FAQ (2)

- Qu'est-ce qu'un aménagement hydraulique ?

Il s'agit d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages dont la fonction de régulation du débit de l'eau joue un rôle dans la prévention contre les inondations. Il peut s'agir d'un ensemble de barrages, ou d'un ensemble d'ouvrages non classables en barrage selon la nouvelle réglementation (par exemple des Zones d'Expansion de Crue creusées, sans remblai). Les aménagements hydrauliques sont classés à l'initiative de la collectivité GEMAPI, comme pour les systèmes d'endiguement.

- Quel lien entre aménagement hydraulique et système d'endiguement ?

Un aménagement hydraulique peut être classé en tant que tel, en fonction de la population qu'il protège (même classement que pour les systèmes d'endiguement), ou bien classé au sein d'un système d'endiguement, en tant que corollaire, si la collectivité GEMAPI l'identifie comme faisant partie du système de protection contre les inondations.

- Dossier d'autorisation d'un aménagement hydraulique

Un aménagement hydraulique est soumis aux mêmes obligations que les systèmes d'endiguement, et notamment l'étude de dangers.

- Ouvrages hydrauliques et ruissellement

La gestion du ruissellement peut faire partie de la prévention contre les inondations de la collectivité GEMAPI. Les ouvrages créés dans ce but, peuvent, en fonction de leurs caractéristiques, et en fonction de ce que la collectivité GEMAPI souhaite être considérés comme des barrages et/ou des aménagements hydrauliques.